

COFIL PCAET PVVS

Brèves de réunion

30/11/2023

1 Participants

33 personnes présentes (hors PVVS et ECOVIA)

Sandrine ABRANT-GRANDGIRARD (CAV), Serge VIEILLE (CAV), Christophe BESANCON (CAV), Stéphane JOYEUX (CAV), Claire RUHLMANN (C3), Jean-Jacques MILLERAND (C3), Romain MOLLIARD (CCHVS), Magali ROUGET (CCHVS), Emma ROBELIN (CCHVS), Marie-Pierre DUPRÉ (CCTV), Bernard GAUDINET (CCTV), Luc SIMONEL (CCTDS), Clément LECANTE (DREAL BFC), Séverine ARTERO (DDT), Simon RAPP (DDT), Emmanuel GABRIEL (ENEDIS), Claude-Alexandre PERRIN (CMAR BFC), Antoine BERTHAUT (Banque des Territoires), Nicolas MONIOT (ADERA), Patrick AUBERT (ADERA), Sandra VIENNET (ADIL 70), Guillaume BLONDEL-GABORIEAU (EPTB Saône-Doubs), Christian GAUSSIN (Fédération de Pêche), Justine BORSENERGER (CAUE), Corinne DENIZOT (SOLIHA), Julie JANIN (SMAMBVO), Vincent BOURRET (SMAMBVO), Mikaël POISSONNET (COFOR), Thierry CHALMIN (CA 70), Philippe BOULIER (CA 70), Stéphane LAÏLY (GRDF).

En visioconférence : Perrine AZIÈRE (ADEME) et Gabriel VATHONNE (Région BFC)

PVVS : Carmen FRIQUET (Présidente), Virginie LUTHRINGER (Directrice), Marlène FOULON (chargée de mission PCAET-CRTE), Olivier LORENZON (chargé de mission PCAET-Attractivité)

ECOVIA : Catherine Reffet (chef de projet)

Excusés : Cécile LECLERQ-POULIN (Préfecture), Pierre BENEDETTO (FDC 70), Rémi COLLET (ONF), Robin JACOUTOT (FREDON), Sandrine EGLINGER (ARS), Christophe TARY (CAV & SYTEVOM), Yvette MADRON (CCHVS), Michel NEUGNOT (Région BFC), Habitat 70, DRAAF, Département 70, CCI, Syndicat Mixte des 6 rivières, SIBHVO, OFB, SNCF, CEN Franche-Comté, CPIE Vallée de l'Ognon.

2 Ordre du jour

Le COFIL a été réuni pour présenter les éléments constitutifs du futur PCAET et la suite de la démarche engagée en 2024.

3 A retenir

Présentation des programmes d'action

PVVS

- Budget annuel estimatif : 85 k€/an
- Dans la continuité du PCAET volontaire précédent
- Essentiellement des actions douces de sensibilisation et accompagnement
- Présentation de 2 actions phares : sensibilisation par les fresques et balades thermographiques

Actions portées par les partenaires : SYTEVOM, SIED, GRDF, CPIE, Chambre d'agriculture

- Propositions d'actions de chacun des partenaires intégrées dans le PCAET

Réactions de la salle :

- ADEME : [« nos gestes climat »](#) outil qui fonctionne bien, [schéma directeur immobilier énergétique](#).
- Données pouvant être fournies par ENEDIS : raccordement, injection
- Actions engagées par la Chambre d'Agriculture ; notamment gestion des friches bâties agricoles : la requalification de ces espaces est un enjeu de demain puisque l'élevage rencontre des difficultés économiques
- CAUE : peut s'inscrire en partenaire ; sensibilisation pour le public et conseil aux particuliers

CAV :

- 37 actions dont 15 nouvelles et 9 actions engagées (pistes cyclables, bus, ouverture de la maison de l'environnement)
- Territoire pilote par rapport aux biodéchets
- Méthaniseurs installés en partenariat, PV également, chaufferie bois
- Trame noire instaurée
- Plantation d'arbres en lien avec le conseil environnemental des jeunes composé d'adolescents et de jeunes adultes
- Objectif d'être en autonomie énergétique au niveau de ses différents sites (ex. Maison de l'environnement) : administratif très lourd par rapport aux travaux engagés : 50% des sites pourraient être en auto-consommation
- Parking de 1500 m² => obligation d'être équipés en ombrières.
- RCU (chaufferie bois) : 6 km dont 5 km à créer
- Passage en LED + coupure entre minuit et 4h : budget de 150k€/an d'éclairage public diminué à 24/30 k€/an
- Test d'alimentation en tout solaire dans un secteur

CCTV : 19 actions dont

- 10 nouvelles, 6 engagées et 3 en partie engagées
- Cycle de l'eau, mobilités, solaire, bois, milieux naturels et alimentation
- Principalement engagées :
 - solaire sur les micro-crèches, maison de santé (autoconsommation), être pionnier et promouvoir le développement du solaire. Nombreux bâtiments agricoles pouvant accueillir du solaire
 - souhaite faire un maillage pour se raccrocher au schéma de vélo-routes et voies vertes qui passe à côté du TV
 - sur le bâti : étude énergétique qui sera engagée principalement sur les bâtiments scolaires et en collaboration avec les communes
 - réflexion sur les zones humides (La Lanterne) : interrogations et réflexions pour préserver ces milieux

Réactions de la salle :

- Chambre d'agriculture : Coûts de raccordements très élevés qui peuvent freiner l'émergence des projets. Réflexions à travers le PLUi pour faciliter.
- Aucun renforcement des raccordements existants prévus, cibler zones les plus simples à raccorder

- **DDT :**
 - préoccupation du Préfet. Groupe de travail mis en place avec Rte, ENEDIS et SICAE Est : point de situation effectué. Réalité qu'il n'y a pas de nouveaux postes sources prévus à court terme. Il y a encore de la capacité sur certains postes sources (cf. site Caparésseau). Discussion entre préfet et préfet de Région. Engagement de la révision du S3REN en 2024 en s'appuyant sur les ZAEnR, travaux de renforcement nécessaires se mettront en place par la suite. Conscience du travail pour aller au plus vite. Chronologie qui est plutôt en adéquation. Attente du décret ZAENR pour la révision du schéma : raccourcît temps (4 à 2 ans)
 - 31 décembre sur les ZAEnR : processus de repasser au crible
 - [Appel à projet n°6 Fonds mobilités actives](#) : pour le développement des pistes cyclables (discontinuité ronds-points, passerelles, linéaires sécurisés)
- ADEME : il y a également [AVELO3](#) de l'ADEME (se clôturant le 15 janvier mais suivant l'enveloppe restante, il est possible d'avoir une seconde date).

CCHVS :

- 20 actions dont 10 nouvelles
- Sobriété des usages du quotidien (récupérateurs d'eau de pluie)
- Recensement captages d'eau et capacités de stockage
- Etude transport à la demande
- Travaux de rénovation énergétique sur des bâtiments étape par étape
- Sanctuarisation d'une partie de la forêt (réduire le défrichage)
- Actions phares :
 - sur les écopestes en collaboration avec l'ADERA (kits de réduction avec mousser et autres accessoires...)
 - gare de Jussey : poursuite du lobbying auprès des régions (BFC et GE) pour la réouverture de la gare

CCTDS :

S'appuie essentiellement sur le principe de proximité avec un accent sur la biodiversité (replantation de haies, vergers), jardins partagés

Mieux se loger, mieux se déplacer, mieux consommer

- Accent mis sur la communication : aller plus vers la population pour que s'intègre la nécessité d'agir. Colloque environnement en invitant des membres du GIEC et essaimer sur l'ensemble du territoire
- Préservation de l'eau, des ZH, désimperméabilisation
- Projets de PV sur bâtis agricoles
- Promotion du cadastre solaire mis en place par le Pays
- Rénovation des bâtiments (Saône expo, notamment)
- Relancer les petits commerces dans les centres et redevenir attractifs (étude)
- Véhicules électriques en accès libre se substituent bien aux TC dans les villages => d'autres communes demandeuses
- Voie verte : réseau qui s'organise. 13 km de voies vertes sur le territoire et qui rejoignent d'autres réseaux.

Réactions de la salle :

- DDT : pourquoi absence de l'axe sur l'eau => important de mettre en avant
- CCTDS : ok ajout d'une action sur cet axe
- C3 : biodiversité, quand on déforeste pour installer une éolienne, a du mal à justifier cela auprès des administrés
- CCHVS : Zones Accélération des EnR :
 - Exercice qui permet de préserver certains secteurs, nécessité de communiquer localement selon un autre mode qui soit plus positif et constructif
 - Proposer des ateliers et donner les moyens (exemple des kits de réduction d'eau)
- C3 : Réflexion au niveau de la commune, parfois les communes « subissent » les projets des communes voisines

C3 :

- 18 actions : pas forcément un grand nombre car sous-actions incluses
- Actions essentiellement sur l'axe 1 (14 sur 18)
- La comcom possède un patrimoine immobilier important => économie recherchée
- Autour de l'eau : transfert de la compétence avec problématique importante de pertes/fuites d'eau sur le réseau
- 1 ETP complet sur la GEMAPI, mutualisation avec 4 collectivités pour gagner temps et efficacité. Lancement d'une étude de cadrage sur la ressource et les zones humides. Travail sur la problématique du drainage en espaces forestiers.
- Actions phares :
 - Travail sur un maillon de l'économie circulaire avec la création d'un tiers lieu fablab + coworking (bâti inutilisé depuis 10 ans, en ZAE, en entrée de village). Sur le territoire de la C3, c'est une chance d'avoir le SYTEVOM et une ressourcerie.
 - Expérimentation attractivité logement : diagnostic pour identifier et booster les projets de réhabilitation de bâti public (inventaire réalisé, restitution au 1^{er} trimestre 2024)
En effet, la mauvaise connaissance du parc de logements des communes a été identifiée dans le PLUi-H 2018-2028

Globalement, sur les programmes d'actions

- DDT : existe-t-il des fiches actions précisées par territoire ? Quel délai de relecture des fiches actions en DDT ?
- Ecovia : fiches actions qui sont complétées et rédigées par chaque collectivité
- Pays : présentation aux élus sans validation en janvier, retour de la DDT en janvier possible
- DDT : chantier de planification écologique avec COP régionales engagées. Réunions d'information peuvent donner à voir le côté intégrateur du PCAET. Certainement aujourd'hui moins de climato-sceptiques, reste à comprendre comment agir à travers petites ou grandes actions ? Serait-il possible de s'appuyer sur les outils fresques pour démarrer ces réunions ? (La CAV précise l'existence d'un contact à la maison des associations de Vesoul pour l'outil fresque). Souhait de la DDT d'être sur une présentation/animation qui soit moins technocrate et plus dynamique et qui permette d'accrocher le public.
- Pays : durée outil fresque pas adaptée car trop longue mais format quizz ou autre mode ascendant possible
- CCHVS : 3 principaux freins
 - sujet des PV et permis bloqués par les architectes des bâtiments de France

- problèmes raccordement postes sources / PV
 - Etat en appui financier, besoin de trouver d'autres financeurs. Financements compliqués à trouver actuellement.
 - Banque des territoires : capacités de financement entre 15 et 50 ans et d'investissements (photovoltaïque, hydraulique). Co-financeur. Possibilité aux collectivités d'entrer dans des structures produisant des EnR. Il existe d'autres outils que le portage en maîtrise d'ouvrage.
 - EPTB : difficultés de trouver des entreprises qui sont en capacité de réaliser les travaux une fois que toutes les autres autorisations ont été obtenues.
 - ADEME : plusieurs acteurs se penchent sur la sobriété en eau, notamment des particuliers. Pour info, l'ADEME dispose d'une [aide pour les entreprises](#) pour les économies en eau.
- Afin d'aider les participants à identifier des réseaux sur lesquels ils pourraient s'appuyer et trouver des financements, le document « [Ecosystème des acteurs ressources en BFC](#) » a été réalisé lors de la Journée Régionale des Territoires en Transition. Il reprend les 6 leviers de la planification écologique de l'Etat.

Conclusion

Carmen Friquet : chaque EPCI s'est engagé dans la démarche. Il y a une vraie volonté de mettre en œuvre ce PCAET qui se décline sur le terrain, au-delà des actions de sensibilisation plus transverses. Ce nouveau PCAET s'inscrit pleinement dans l'actualité du changement climatique.